



À l'attention des Membres de la Commission des Finances
Assemblée nationale
126, rue de l'Université
75355 Paris SP 07

Objet : Projet de Loi de Finances 2026 – Sauvegarde du Fonds de Soutien à l'Expression Radiophonique (FSER)

*Chères députées,
Chers députés,*

L'Association [Les Locales](#), réunissant le Syndicat National des Radios Libres ([SNRL](#)) et la Confédération Nationale des Radios Associatives ([CNRA](#)), organismes de représentation des radios associatives privées, exprime sa **sidération face aux annonces du Projet de Loi de Finances 2026** concernant le soutien aux **radios associatives locales**.

À l'heure où les incertitudes budgétaires invitent à une gestion rigoureuse des finances publiques, Les Locales souhaitent attirer votre attention sur la **situation critique des radios associatives** dans un contexte où **les secteurs associatifs et culturels dans leur ensemble subissent déjà une contraction sévère du soutien public**. Le PLF 2026 prévoit ainsi une **baisse de 16 millions d'euros du Fonds de Soutien à l'Expression Radiophonique (FSER)**, soit **- 44 % par rapport à 2025**. Ce recul brutal de l'enveloppe, ramenée à **19 millions d'euros contre 35 millions en 2025**, mettrait en sérieux péril l'avenir de plus de 770 radios associatives présentes sur tout le territoire national et les près de **3 000 emplois directs qui leur sont rattachés**.

Une telle coupe budgétaire provoquerait un **véritable cataclysme pour le secteur : plus de la moitié des radios associatives pourraient disparaître** et **près de 80 % des emplois** qu'elles génèrent seraient menacés.

Ce serait un **raz-de-marée social, culturel et démocratique** qui se déverserait sur l'ensemble du pays.

Présentes dans tous les territoires, les radios associatives assurent chaque jour une **mission d'intérêt général** : informer, éduquer, fédérer et relier les citoyens autour de projets culturels, économiques et sociaux. Leur rôle est d'autant plus crucial dans une période où la puissance publique cherche à concilier responsabilité budgétaire et maintien du lien social. Elles constituent un **vecteur essentiel de cohésion territoriale et de vitalité démocratique**, notamment dans les zones rurales, périurbaines et ultramarines, où elles sont souvent **le seul média local indépendant** à proximité des habitants .

Pourtant, ces structures non lucratives, inscrites dans le champ de l'économie sociale et solidaire, subissent les **mêmes contraintes économiques que tout acteur productif**. Plus précisément, elles subissent aujourd'hui une inflation continue de leurs charges : coûts énergétiques, loyers, salaires, prestations de diffusion, bascule vers le DAB+. Leur modèle économique, déjà sous tension avec le recul de l'aide publique des collectivités locales, ne survivrait pas à une telle coupe budgétaire.

C'est la **fin annoncée d'un écosystème radiophonique unique en Europe**, bâti depuis près de 40 ans sur la liberté, la proximité et la participation citoyenne.



Ainsi, Les Locales appellent votre soutien pour la survie des radios associatives et vous demande, de :

- **Déposer ou soutenir un amendement** visant à **maintenir l'enveloppe du FSER au moins à hauteur de 35 millions d'euros**, niveau nécessaire à la survie du secteur et au maintien de ses emplois, nous appelons également à l'ouverture d'une réflexion à plus long-terme pour revaloriser le soutien aux radios associatives pour les années à venir ;
- **Interpeller publiquement le Gouvernement**, en particulier le Premier Ministre, le Ministre du Budget et la Ministre de la Culture, sur les conséquences d'une telle décision ;
- **Relayer la mobilisation** des radios associatives auprès de vos collègues parlementaires et des élus locaux, afin de défendre le pluralisme radiophonique et la vitalité démocratique de nos territoires.

Les **radios de proximité constituent un maillon économique et social significatif** : près de **3 000 emplois directs**, plusieurs **milliers de bénévoles**, et une activité structurante pour les territoires. Leur modèle, fondé sur la **proximité et l'innovation sociale**, incarne les valeurs d'une économie réelle, solidaire et ancrée localement.

Dans le contexte actuel de maîtrise budgétaire, **le maintien du FSER à son niveau 2025** n'est pas une dépense, mais un **investissement productif pour la Nation** : il soutient l'emploi local, la cohésion territoriale et la vitalité démocratique, tout en participant à la souveraineté médiatique de la France. **Amputer le FSER** reviendrait à priver des millions de citoyen·nes d'une information locale libre, pluraliste et vérifiée.

Dans un monde où **les acteurs de la désinformation investissent massivement les réseaux sociaux**, **est-il vraiment pertinent de réduire le soutien aux médias locaux indépendants**, qui constituent un rempart essentiel contre la manipulation et le repli ?

L'association Les Locales se tient à la disposition de vos équipes pour échanger sur les modalités de **soutien au secteur radiophonique non marchand dans les politiques publiques culturelles pour 2026**.

Nous vous prions d'agréer, Chères députées, Chers députés, l'expression de notre très haute considération.

Farid BOULACEL

Co-président de la Confédération Nationale des Radios Associatives

Sylvain DELFAU

Président du Syndicat National des Radios Libres

Jean-Yves BRETEAU

Co-président de la Confédération Nationale des Radios Associatives



Jean-Marc COURREGES-CENAC

Co-président de la Confédération Nationale des Radios Associatives

Siham MINEUR

Co-président de la Confédération Nationale des Radios Associatives

Contact:

contact@snrl.fr

contact@cnra.eu

Jean-Marc COURREGES-CENAC - CNRA – Co-président des Locales : 06.83.80.01.90 /

Sylvain DELFAU – SNRL– Co-président des Locales : 06.16.04.13.54